

**Arrêté préfectoral N° DDT/SEB/PREMA-2023233-0001**  
Portant adoption des mesures de limitation  
de certains usages de l'eau dans le département de l'Aube

**La Préfète de l'Aube**

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 211-2, L 211-3, L 214-7, L 215-7, R 211-66 à R 211-70 et R 216-9 ;

VU le code de la santé publique et en particulier ses articles L.1321-1, L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le décret N°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, Préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;

VU l'arrêté préfectoral n°PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-DIR-2023-156-001 du 05 juin 2023 portant subdélégation de signature en matière générale aux agents placés sous l'autorité de M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU l'arrêté N°IDF-2022-02-22-00008 d'orientation du 22 février 2022 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU la circulaire du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement en date du 18 mai 2011 et relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

VU la doctrine régionale Grand Est en vue de la préservation de la ressource en eau en période d'étiage ;

VU l'arrêté préfectoral DDT/SEB/BEMA\_2022151-0003 du 31 mai 2022 fixant un cadre pour la mise en œuvre de mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de l'Aube en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral N° DDT-SEB/PREMA-2023095-0001 du 5 avril 2023 plaçant le département de l'Aube en vigilance sécheresse, instituant des mesures d'information destinées à tous les publics et des mesures de gestion pour des demandes précoces des quotas d'eau pour l'irrigation agricole ;

VU l'arrêté préfectoral N° DDT/SEB/PREMA-2023201-0001 du 20 juillet 2023 adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau sur les zones d'alerte « Vanne Amont », « Affluents crayeux Aube et Seine » et « Seine amont » dans le département de l'Aube ;

VU les recommandations présentées dans le guide national de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse ;

CONSIDÉRANT la situation hydrogéologique (eaux souterraines) et hydrologique (eaux de surface) présentée dans le bulletin de suivi d'étiage de la DREAL en date du 16 août 2023 ;

CONSIDÉRANT l'abaissement des débits de certains cours d'eau ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application des dispositions visées par les articles L.211-3, R.211-66 à R.211-70 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les données disponibles relatives au niveau de l'étiage des eaux superficielles de l'unité hydrographique «Vanne amont», « Affluents crayeux Aube et Seine », « Seine amont » et « Aube amont » révèlent des niveaux faibles par rapport aux normales de saison et sont passées, respectivement, au-dessus des seuils d'alerte renforcée et d'alerte définis à l'article 5 de l'arrêté n°DDT/SEB/BEMA\_2022151-0003 du 31 mai 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT les prévisions des services de Météo-France, qui n'envisagent pas actuellement de précipitation importante de nature à revenir à une situation normale des débits sur les cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que des mesures de limitation des usages de l'eau sont nécessaires pour veiller à la protection des ressources en eau, à la préservation des écosystèmes aquatiques et à l'alimentation en eau potable ;

CONSIDÉRANT que la solidarité entre usagers de l'eau est nécessaire ;

Sur proposition de M. le Directeur départemental des territoires de l'Aube,

## **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 : Constat de maintien ou de franchissement des seuils d'alerte :**

L'arrêté préfectoral N° DDT/SEB/PREMA-2023201-0001 du 20 juillet 2023 portant adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau sur les zones d'alerte « Vanne Amont » et « Affluents crayeux Aube et Seine » et « Seine amont » dans le département de l'Aube est abrogé.

Les niveaux d'alerte par secteur sont désormais les suivants :

N°	Zones d'alerte	Niveaux d'alerte sécheresse
1	Seine en amont de la restitution du réservoir Seine	Alerte (maintenu)
2	Corridor Seine (zone alluvionnaire de la Seine en aval du lac-réservoir Seine)	Vigilance (maintenu)
3	Aube en amont de la restitution du réservoir Aube	Alerte (nouveau secteur concerné)
4	Corridor Aube (zone alluvionnaire de l'Aube en aval du lac-réservoir Aube)	Vigilance (maintenu)
5	Affluents crayeux Aube et Seine	Alerte (maintenu)
6	Vanne amont	Alerte renforcée (maintenu)
7	Armance amont	Vigilance (maintenu)
8	Craie du Sénonais et du pays d'Othe	Vigilance (maintenu)
9	Craie de Champagne sud et centre	Vigilance (maintenu)
10	Nappe de Brienne	Vigilance (maintenu)

Les différentes zones d'alertes sont définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral DDT/SEB/BEMA\_2022151-0003 du 31 mai 2022 et dont la délimitation est rappelée en annexe n°1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Mesures de limitation des usages de l'eau**

### **21) Usages agricoles de l'eau**

Pour chaque ouvrage de prélèvement destiné à l'irrigation agricole, les volumes d'eau restant à prélever sont réduits de :

N°	Zones d'alerte	Pourcentage de réduction des quotas d'irrigation restant
1	Seine en amont de la restitution du réservoir Seine	5 % (depuis le 22/07/2023)
3	Aube en amont de la restitution du réservoir Aube	5 % (à compter de 22/08/2023)
5	Affluents crayeux Aube et Seine	30 % (depuis le 15/07/2023)
6	Vanne amont	15 % (depuis le 15/07/2023)

Pour le secteur d'alerte n°3, nouvellement concerné, les exploitants agricoles disposent d'un délai d'une semaine pour communiquer à la DDT les index de leurs compteurs relevés au jour d'application du présent arrêté, ainsi que le détail de leurs consommations depuis le démarrage de la campagne d'irrigation 2023.

## **22) Autres usages de l'eau**

Les mesures de limitation des usages autres qu'agricole de l'eau sont les suivants et sont détaillés à l'annexe n°2 du présent arrêté :

N°	Zones d'alerte	Niveau de limitation des usages de l'eau
1	Seine en amont de la restitution du réservoir Seine	Niveau d'alerte
3	Aube en amont de la restitution du réservoir Aube	Niveau d'alerte
6	Vanne amont	Niveau d'alerte renforcée

Accès à la totalité de l'arrêté cadre sécheresse DDT/SEB/BEMA\_2022151-0003 : Site de la Préfecture de l'Aube ([Politiques publiques/Environnement/Eau/sécheresse](#))

### **ARTICLE 3 : Période d'application des mesures**

Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aube ; il entre en vigueur à compter du 22 août jusqu'au 30 septembre 2023 inclus.

Les dispositions du présent arrêté pourront être modifiées ou levées de façon anticipée au moyen d'un arrêté spécifique.

### **ARTICLE 4 : Sanctions**

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R.216-12 du code de l'environnement (contravention de 5<sup>ème</sup> classe : maximum 1 500 € d'amende).

Il ne doit pas être fait obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés.

### **ARTICLE 5 : Publication**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet de la Préfecture de l'Aube et adressé aux maires des communes concernées du département.

## **ARTICLE 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube,  
Le sous-préfet de Bar-sur-Aube,  
La sous-préfète de Nogent-sur-Seine,  
Le directeur départemental des territoires,  
La déléguée territoriale départementale de l'Agence régionale de santé,  
Le chef du service départemental de l'Office français pour la biodiversité,  
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est,

Le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,  
Le directeur départemental de la sécurité publique,  
Le commandant du groupement de gendarmerie de l'Aube,  
Les maires des communes des secteurs concernés,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- au Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie,
- à la directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Troyes, le **21 AOUT 2023**

Le secrétaire général



Mathieu ORSI

### **Voies et délais de recours**

*Dans le délai de 2 mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif :*

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de l'Aube, 2 Rue Pierre Labonde 10025 TROYES Cedex ;
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - 246 Boulevard Saint-Germain – 75007 PARIS ;

*Le silence de l'administration vaut rejet implicite de cette demande au terme du délai de deux mois.*

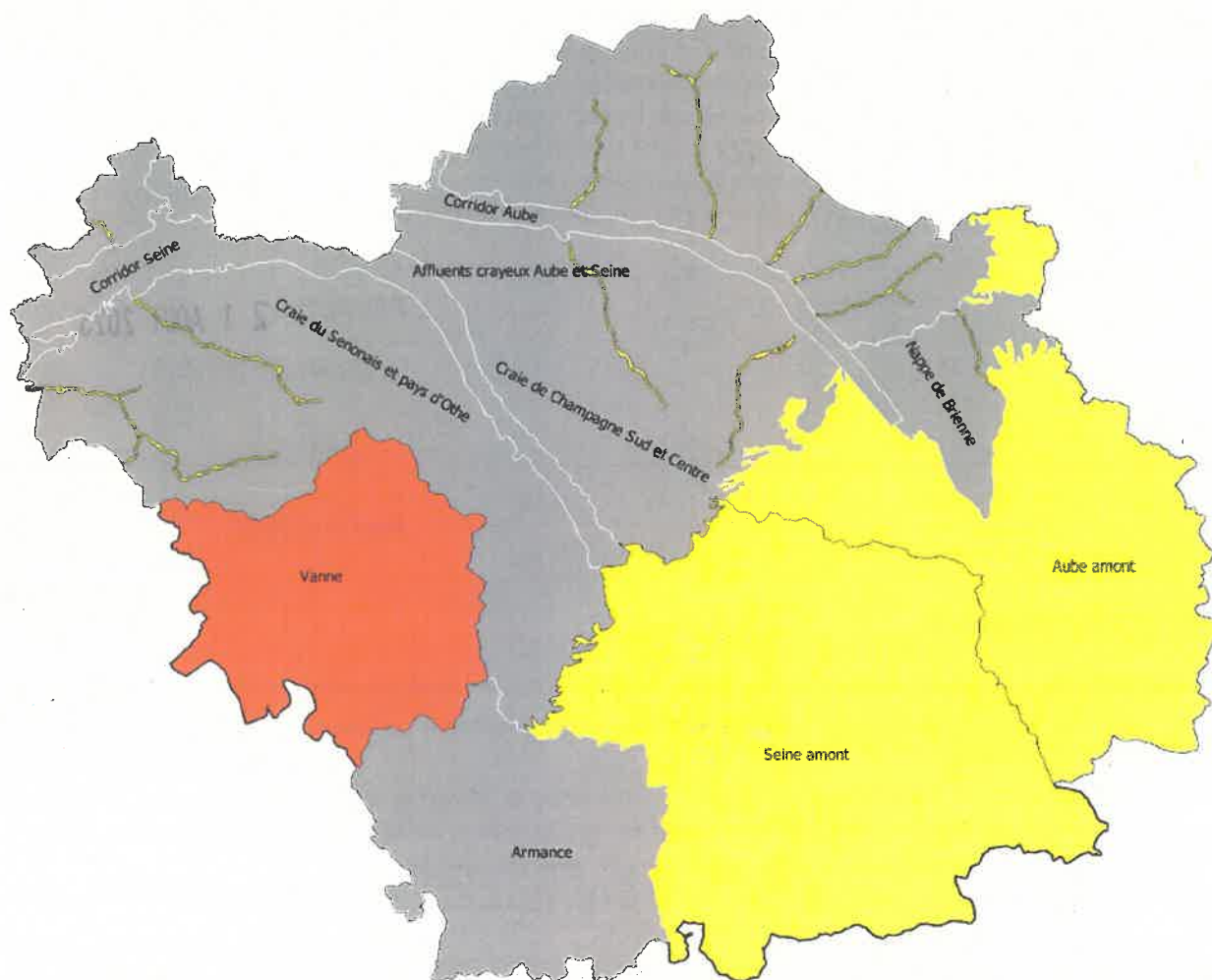
*Ce recours administratif a pour conséquence de prolonger de deux mois, le délai de recours contentieux.*

*Par ailleurs, cette décision peut être susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif 25 rue du Lycée 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE)*

*Le délai de recours est de deux (2) mois pour le permissionnaire et de un (1) an pour les tiers. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.*

*Il peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

**Annexe n°1 à l'Arrêté préfectoral N° DDT/SEB/PREMA-2023233 - 000 Δ**  
**Niveau d'alerte renforcée « Vanne Amont »**  
**Niveau d'alerte «Affluents crayeux Aube et Seine »,**  
**« Seine en amont de la restitution du réservoir Seine » et**  
**« Aube en amont de la restitution du réservoir Aube »**



## Liste des communes concernées en totalité ou en partie par le niveau d'alerte

AILLEVILLE	CORMOST	LESMONT
AMANCE	COURTENOT	LEVIGNY
AMANCE	COURTERANGES	LIGNOL-LE-CHATEAU
ARCONVILLE	COURTERON	LIREY
ARGANÇON	COUVIGNON	LOCHES-SUR-OURCE
ARRELLES	CRESANTIGNES	LONGCHAMP-SUR-AUJON
ARREMBECOURT	CRESPIY-LE-NEUF	LONGEVILLE-SUR-MOGNE
ARRENTIERES	CUNFIN	LONGPRE-LE-SEC
ARSONVAL	DIENVILLE	LUSIGNY-SUR-BARSE
ASSENAY	DOLANCOURT	MACHY
AVIREY-LINGEY	DOSCHES	MAGNANT
BAGNEUX-LA-FOSSE	DOSCHES	MAGNY-FOUCHARD
BAILLY-LE-FRANC	ECLANCE	MAGNY-FOUCHARD
BALNOT-LA-GRANGE	EGUILLY-SOUS-BOIS	MAISON-DES-CHAMPS
BALNOT-SUR-LAIGNES	ENGENTE	MAISON-DES-CHAMPS
BAR-SUR-AUBE	EPAGNE	MAISONS-LES-CHAOURCE
BAR-SUR-SEINE	EPOTHEMONT	MAISONS-LES-SOULAINES
BAROVILLE	ESSOYES	MAIZIERES-LES-BRIENNE
BAYEL	FAYS-LA-CHAPELLE	MAROLLES-LES-BAILLY
BERGERES	FONTAINE	MATHAUX
BERTIGNOLLES	FONTETTE	MAUPAS
BEUREY	FOUCHERES	MERREY-SUR-ARCE
BLAINCOURT-SUR-AUBE	FRALIGNES	MESNIL-SAINT-PERE
BLIGNY	FRAVAUX	MEURVILLE
BLIGNY	FRESNAY	MEURVILLE
BOSSANCOURT	FRESNOY-LE-CHATEAU	MOLINS-SUR-AUBE
BOURGUIGNONS	FULIGNY	MONTAULIN
BRAGELOGNE-BEAUVOIR	GERAUDOT	MONTCEAUX-LES-VAUDES
BREVIANDES	GERAUDOT	MONTIER-EN-L'ISLE
BREVONNES	GYE-SUR-SEINE	MONTIERAMEY
BRIEL-SUR-BARSE	ISLE-AUMONT	MONTMARTIN-LE-HAUT
BRIENNE-LA-VIEILLE	JAUCOURT	MONTMORENCY-BEAUFORT
BRIENNE-LE-CHATEAU	JESSAINS	MONTREUIL-SUR-BARSE
BUCHERES	JEUGNY	MORVILLIERS
BUXEUIL	JONCREUIL	MOUSSEY
CELLES-SUR-OURCE	JULLY-SUR-SARCE	MUSSY-SUR-SEINE
CHACENAY	JUVANCOURT	NEUVILLE-SUR-SEINE
CHAMP-SUR-BARSE	JUVANZE	NOE-LES-MALLETS
CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE	JUZANVIGNY	PARGUES
CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE	LA CHAISE	PEL-ET-DER
CHANNES	LA LOGE-AUX-CHEVRES	PETIT-MESNIL
CHAOURCE	LA ROTHIERE	PINEY
CHAPPES	LA VENDUE-MIGNOT	PINEY
CHAUFFOUR-LES-BAILLY	LA VILLE-AUX-BOIS	PLAINES-SAINT-LANGE
CHAUMESNIL	LA VILLENEUVE-AU-CHENE	POLIGNY
CHAVANGES	LANDREVILLE	POLISOT
CHERVEY	LANTAGES	POLISY
CLEREY	LAUBRESSEL	PRASLIN
COLOMBE-LA-FOSSE	LENTILLES	PROVERVILLE
COLOMBE-LE-SEC	LES BORDES-AUMONT	PUITS-ET-NUISEMENT
PRECY-NOTRE-DAME	LES LOGES-MARGUERON	RADONVILLIERS
PRECY-SAINT-MARTIN	LES RICEYS	ROUILLY-SACEY

ROUILLY-SAINT-LOUP  
ROUVRES-LES-VIGNES  
RUMILLY-LES-VAUDES  
RUVIGNY  
SAINT-JEAN-DE-BONNEVAL  
SAINT-JULIEN-LES-VILLAS  
SAINT-PARRES-AUX-TERTRES  
SAINT-PARRES-LES-VAUDES  
SAINT-PHAL  
SAINT-THIBAULT  
SAINT-USAGE  
SAINT-USAGE  
SAULCY  
SOULAINES-DHUY  
SPOY  
THIEFFRAIN

THIL  
THORS  
TRANNES  
UNIENVILLE  
URVILLE  
VAL-D'AUZON  
VALLENTIGNY  
VAUCHONVILLIERS  
VAUCHONVILLIERS  
VAUDES  
VENDEUVRE-SUR-BARSE  
VENDEUVRE-SUR-BARSE  
VERNONVILLIERS  
VERPILLIERES-SUR-OURCE  
VERRIÈRES  
VILLE-SOUS-LA-FERTE

VILLE-SUR-ARCE  
VILLE-SUR-TERRE  
VILLEMEREUIL  
VILLEMORIEN  
VILLEMOYENNE  
VILLERET  
VILLIERS-LE-BOIS  
VILLIERS-SOUS-PRASLIN  
VILLY-EN-TRODES  
VILLY-LE-BOIS  
VILLY-LE-MARECHAL  
VIREY-SOUS-BAR  
VITRY-LE-CROISE  
VITRY-LE-CROISE  
VIVIERS-SUR-ARTAUT  
VOIGNY  
VOUGREY

**Liste des communes concernées en totalité ou en partie par le niveau d'alerte renforcée**

AIX-VILLEMAUR-PALIS  
AUXON  
ECHEMINES  
ESTISSAC  
BERCENAY-EN-OTHE  
BERCENAY-LE-HAYER  
BERULLE  
BOUILLY  
BUCEY-EN-OTHE  
CHAMOY  
CHENNEGY  
DIERREY-SAINT-JULIEN  
DIERREY-SAINT-PIERRE  
FAUX-VILLECERF

FONTVANNES  
LAINES-AUX-BOIS  
LE PAVILLON-SAINTE-JULIE  
MACEY  
MARAYE-EN-OTHE  
MARCILLY-LE-HAYER  
MESNIL-SAINT-LOUP  
MESSON  
MONTGUEUX  
NEUVILLE-SUR-VANNE  
NOGENT-EN-OTHE  
PAISY-COSDON  
PLANTY  
POUY-SUR-VANNES

PRUGNY  
PRUNAY-BELLEVILLE  
RIGNY-LE-FERRON  
SAINT-BENOIST-SUR-VANNE  
SAINT-MARDS-EN-OTHE  
SAINT-PHAL  
SOMMEVAL  
SOULIGNY  
TORVILLIERS  
VAUCHASSIS  
VILLELOUP  
VILLEMOIRON-EN-OTHE  
VOSNON  
VULAINES



**Annexe n°2 à l'Arrêté préfectoral N°DDT/SEB/PREMA-2023233-0001**  
**Niveau d'alerte renforcée « Vanne Amont »**  
**Niveau d'alerte «Affluents crayeux Aube et Seine »,**  
**« Seine en amont de la restitution du réservoir Seine » et**  
**« Aube en amont de la restitution du réservoir Aube »**

**Tableau des mesures minimales de restriction des usages de l'eau**  
**Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité , A = Exploitant agricole**

Les mesures définies ci-dessous ne sont pas applicables si l'eau utilisée provient de réserves d'eau pluviale ou d'un dispositif de recyclage des eaux conforme à la réglementation.

Usages	Alerte	Alerte renforcée	P E C A			
			P	E	C	A
Arrosage des pelouses, massifs fleuris	Interdiction de 11 h et 18 h	Interdiction	X	X	XX	
Arrosage des jardins et potagers	Interdiction de 11 h et 18 h	Interdiction de 9h à 20h	X	X	XX	X
Arrosage des espaces verts	Interdiction sauf plantations (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an, avec restriction d'horaire)			X	X	
Remplissage et vidange de piscines privés (de plus d'1 m3)	Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		X			
Piscines ouvertes au public	/	Vidange soumise à l'autorisation de l'ARS		X	X	
Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile)	Pas de limitation, sauf arrêté municipal spécifique		X	X	XX	X
Lavage de véhicules par des professionnels	Interdiction, sauf avec du matériel haute pression ou avec un dispositif équipé d'un système de recyclage de l'eau		X	X	XX	X
Lavage de véhicules chez les particuliers	Interdit à titre privé à domicile		X			
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnelle		X	X	XX	
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement	L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, lorsque cela est techniquement possible		X	X	X	
Arrosage des terrains de sport	Interdiction entre 11 et 18 h					

Usages	Alerte	Alerte renforcée	P	E	C	A
				X	X	
Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction de 8 h à 20 h et réduction de 15 à 30 % du volume hebdomadaire . Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadaire-ment pour ces arrosages	Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7. Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des zones de « greens et départs »	X	X	X	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple : opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Si APC : se référer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans les autorisations administratives.			X	X	
Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national.	Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision « Modalités » et décision « Limites » homologuées par le Ministère chargé de l'environnement).  Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral.  Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.			X		
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêté spécifique					X
Remplissage / vidange des plans d'eau	Interdiction Sauf pour les usages commerciaux avec accord du service de police de l'eau concerné.		X	X	XX	
Prélèvement en canaux (4)	Réduction des prélèvements directs dans les canaux à adapter localement selon les niveaux de gravité en tenant compte des enjeux sécuritaires liés à la baisse des niveaux (fragilisation des berges, des digues, ...).		X	X	XX	

Usages	Alerte	Alerte renforcée	P	E	C	A
Navigation fluviale	Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux.					X
Travaux en cours d'eau	Limitation maximale des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf : - situation d'assec total ; - pour des raisons de sécurité ; - dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau ; - déclaration au service de police de l'eau de la DDT.	X	X	XX	
Gestion des barrages	Information nécessaire du service de police de l'eau avant manœuvre ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau	La modification de la restitution des barrages réservoirs des Grands Lacs de Seine peut être envisagée.		X		
Stations d'épuration	Surveillance accrue des rejets	Les rejets directs dans les eaux superficielles sont à éviter au maximum et doivent être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.		X	X	

